

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUILLET 1919.

Projet de loi supprimant, en certains cas, la prohibition de mariage
entre beaux-frères et belles-sœurs.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'article 162 du Code civil dispose comme suit :

« En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels, et les alliés au même degré. »

Le décret du 28 février 1831 a donné au Gouvernement le pouvoir de « lever, pour des causes graves, la prohibition consacrée par l'article 162 du Code civil, pour le mariage entre alliés au degré de frère et de sœur, lorsque le mariage est dissous par la mort naturelle de l'un des époux ».

L'arrêté royal du 3 janvier 1864, article 2, répète la nécessité de l'existence de « causes graves » pour l'octroi de semblables dispenses, mais, en fait, la levée de la prohibition s'accorde uniformément, depuis quatre-vingts ans, dès l'instant qu'il n'existe pas de *motifs graves pour refuser*.

On peut dire que la garantie morale qui pouvait résulter de l'article 162 du Code civil n'avait de valeur que pour autant que la prohibition demeurât irrévocable, absolue. Portalis motivait ainsi cette disposition : « L'espérance du mariage entre deux êtres qui vivent sous le même toit et qui sont déjà invités par tant de motifs à se rapprocher et à s'unir, pourrait allumer des désirs criminels et entraîner des désordres qui souilleraient la maison paternelle. » Mais qui ne voit que cette espérance de mariage ne peut être combattue que par un empêchement radical, exclusif de toute dispense? C'est ce qu'avait compris le Conseil d'État, qui, dans sa séance du 26 fructidor an IX, décida, par un vote séparé, qu'aucune dispense ne pourrait relever de cette prohibition.

Ce système était rigoureux sans doute, mais il était logique et peut-être efficace.

La loi du 23 avril 1827 et le décret du 28 février 1831 ont été directement à

l'encontre du vote émis au Conseil d'État et au Corps législatif. De la prohibition absolue de l'an XI, il ne reste aujourd'hui qu'une vaine formalité, sans valeur pratique.

Les mœurs ont été plus fortes que les lois. La certitude que la faute commise entre beaux-frères et belles-sœurs était irréparable n'a pas empêché cette faute de se produire et le législateur a eu à se préoccuper de tarir une source féconde de concubinage et de rendre la légitimité à de nombreux enfants qu'une fiction légale proclamait incestueux. Proclamer incestueux, mettre au ban de la famille et de la propriété (art. 334, 338, 762 du Code civil) les fruits d'une telle union, était une mesure tellement rigoureuse qu'il aurait fallu, pour s'y résoudre, la compensation d'une efficacité bien démontrée.

On s'arrêta donc à un système mixte calqué sur celui de l'article 163 du Code civil. On donna au Gouvernement le droit de lever la prohibition de l'article 162, pour des causes graves. Ces termes impliquaient une mesure exceptionnelle; cependant, par la force même des choses, cette mesure est devenue la règle et le refus la très rare exception.

M. Lebeau, dans une circulaire du 13 janvier 1834, nous apprend du reste qu'il en fut ainsi dès le début du système : « Jusqu'ici, disait-il, le Gouvernement s'est montré facile à accorder dispense de la prohibition de l'article 162 et je crois devoir continuer à suivre le système adopté par mes prédécesseurs. Cette prohibition m'a toujours paru peu fondée, peut-être serait-il utile de l'abolir. Jusque-là c'est à la prérogative royale à tempérer la rigueur d'une loi dont seraient peut-être principalement victimes des enfants étrangers à la faute qui leur a donné naissance. »

En vain on a essayé en France de suivre une voie plus sévère. On connaît la circulaire du garde des sceaux Barthe, publiée au *Moniteur* du 29 avril 1832. Cette circulaire proclame que trop souvent l'on a cru « pouvoir invoquer comme une cause de dispense l'existence d'un commerce antérieur » et prescrit de veiller à ce que l'exception ne prenne pas la place de la règle. M. Barthe oubliait que c'est pour mettre un terme au concubinage et relever de leur abjection de nombreux enfants privés par la loi de toute famille et de tout patrimoine qu'il avait fallu atténuer la règle inflexible de l'article 162. Aussi en est-on revenu de cette sévérité et une circulaire de M. Vallé, garde des sceaux, datée du 18 novembre 1904, supprime toutes les restrictions établies par ses prédécesseurs. M. Vallé interdit même de « recueillir des renseignements au sujet de la question de savoir si des relations s'étaient établies du vivant du conjoint décédé ». En France, comme chez nous, la dispense était devenue la règle et le refus l'exception. Aussi une loi du 1^{er} juillet 1914 a-t-elle limité la prohibition au cas où le mariage qui a produit l'affinité, a été dissous par le divorce.

Le motif qui a déterminé le refus dans les rares hypothèses où la dispense n'a pas été accordée, a été le plus souvent la présomption que les pétitionnaires avaient entretenus des relations illicites du vivant du conjoint prédécédé.

Mais comment s'en assurer avec certitude? Pothier disait déjà qu'il fallait se défier, en ces matières, des bruits du quartier. On peut d'ailleurs être convaincu que lorsque le désordre unit un époux à son beau-frère, à sa belle-sœur, la pensée de réparer cette faute par le mariage les préoccupe fort peu. En un mot, si le système actuel permet parfois de punir indirectement l'oubli des lois du

mariage et de la parenté, il est impuissant à prévenir ces désordres, seul but que le législateur ait pu se proposer.

On objectera peut-être que l'expérience faite de 1792 à 1803 n'a pas été favorable à la liberté absolue du mariage entre beaux-frères et belles-sœurs. Mais qu'on lise les discours de Boulay, de Cambacérès, de Malleville et l'on verra que ce qui préoccupait ces hommes d'Etat, lorsqu'ils introduisirent dans le Code l'article 162, c'était la crainte « de jeter un levain de discorde dans les familles en créant pour les alliés un intérêt à provoquer le divorce de leurs frères ou sœurs ». « Rien ne serait plus scandaleux, disait Cambacérès, que de voir un époux se dégager par le divorce pour voler dans les bras de son beau-frère ou de sa belle-sœur ». Et le Ministre de la Justice affirmait que la faculté donnée en cette matière par la loi de 1792 était le principe de nombreuses demandes en divorce dont les tribunaux étaient alors saisis. Or, rien de semblable n'est à craindre si l'on se borne, comme l'a fait la loi anglaise du 28 août 1907, à permettre le mariage entre alliés du second degré dans le cas où l'époux qui produisait l'alliance est décédé ⁽¹⁾.

D'accord avec le Conseil de législation, le Gouvernement estime que le moment est venu de supprimer la prohibition du mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, au moins après le décès du conjoint qui produisait l'alliance.

C'est l'objet du projet de loi qu'il a l'honneur de soumettre à vos délibérations.

Le Ministre de la Justice,

É. VANDERVELDE.

(1) Voyez LEVY, *Mariages entre beaux-frères et belles-sœurs*. Paris, Rousseau, 1910. M. Levy propose d'ajouter à l'article 162 un alinéa conçu comme suit : « Toutefois, l'alliance ne constitue pas un empêchement au mariage après le décès du conjoint qui la produisait. »

Projet de loi supprimant, en certains cas, les prohibitions de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs.

Wetsontwerp tot opheffing, in zekere gevallen, van het huwelijksverbod tusschen schoonbroeder en schoon-zuster.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 162 du Code civil :

« Toutefois, l'alliance ne constitue » pas un empêchement au mariage » après le décès du conjoint qui la » produisait. »

ART. 2.

La loi du 23 avril 1827 et le décret du 28 février 1831 sont abrogés.

Disposition transitoire.

Les enfants issus, sous l'empire de la législation actuelle, de relations hors mariage entre beaux-frères et belles-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Het volgend lid wordt toegevoegd aan artikel 162 van het Burgerlijk Wetboek :

« De aanverwantschap is echter geen » beletsel voor het huwelijk na het » overlijden van den echtgenoot welke » oorzaak was van die aanverwant- » schap. »

ART. 2.

De wet van 23 April 1827 en het decreet van 28 Februari 1831 zijn ingetrokken.

Overgangsbepaling.

Kinderen, onder de huidige wetgeving gesproten uit betrekkingen buiten huwelijk tusschen schoonbroeder en schoon-

sœurs, après le décès du conjoint qui produisait l'alliance, cesseront d'être considérés désormais comme incestueux.	zuster, na het overlijden van den echtgenoot welke oorzaak was van de aanverwantschap, worden voortaan niet meer beschouwd als in bloedschande verwekt.
--	---

Donné à Laeken, le 10 juillet 1919.	Gegeven te Laken, den 10 ⁿ Juli 1919.
-------------------------------------	--

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

É. VANDERVELDE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JULI 1919.

Wetsontwerp tot opheffing, in zekere gevallen, van het huwelijksverbod
tusschen schoonbroeder en schoonzuster.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij artikel 162 van het Burgerlijk Wetboek is bepaald : « In de zijlijn is het huwelijk verboden tusschen broeder en zuster, wettige of onwettige, en tusschen aangehuwden in denzelfden graad ».

Bij decreet van 28 Februari 1834 is aan de Regeering de bevoegdheid verleend om « het huwelijksverbod, door artikel 162 van het Burgerlijk Wetboek gehuldigd, tusschen aangehuwden in den graad van broeder en zuster, voor gewichtige redenen op te heffen, wanneer het huwelijk ontbonden is door de natuurlijke dood van een der echtgenooten ».

Bij koninklijk besluit van 5 Januari 1864, artikel 2, wordt er nogmaals nadruk op gelegd dat gewichtige redenen dienen te bestaan om dergelijke ontheffing te verleen, maar feitelijk wordt sedert tachtig jaar geregeld dispensatie verleend, wanneer er geene *ernstige redenen zijn om die te weigeren*.

Men mag zeggen dat de zedelijke waarborg, die kon voortspruiten uit artikel 162 van het Burgerlijk Wetboek, maar alleen waarde had voor zoover het verbod onherroepelijk bleef en zonder uitzondering. Portalis omkleedde deze bepaling met de volgende reden : « Het vooruitzicht van een huwelijk tusschen twee personen die onder hetzelfde dak wonen en die reeds door zoovele beweegredenen worden aangespoord om elkaar te naderen en in nauwer verband met elkaar te leven, zou misdadige begeerten kunnen opwekken en ongeregeldheden met zich slepen, die het vaderlijk huis zouden bezoedelen ». Maar wie ziet niet in, dat dit vooruitzicht van een huwelijk niet kan bestreden worden dan door een streng verbod, dat geen enkele vrijstelling gedooft? Dit had de Conseil d'Etat begrepen, waar hij in zitting van 26 Fructidor, jaar IX, door eene afzonderlijke stemming, besloot dat dit verbod door het verleen van geen enkele dispensatie kon worden opgeheven.

H

Dit stelsel was ongetwijfeld streng, maar het was logisch en wellicht doeltreffend.

De wet van 23 April 1827 en het decreet van 28 Februari 1831 waren rechtstreeks in strijd met het votum in den Conseil d'Etat en in het wetgevende lichaam uitgebracht. Van het volstreekte verbod van het jaar XI blijft heden nog slechts een ijdele formaliteit zonder practische waarde over.

De zeden hebben zich sterker getoond dan de wet. De zekerheid dat de misstap, tusschen schoonbroeder en schoonzuster begaan, onherstelbaar was, heeft het plegen van deze fout niet kunnen beletten en de wetgever heeft er moeten voor zorgen om een vruchtbare bron van onwettige samenwoning te dempen en om talrijke kinderen wettig te maken, die in de onderstelling der wet in bloedschande waren verwekt.

Dat de uit een dergelijke gemeenschap geboren kinderen, als in bloedschande verwekt dienden beschouwd, dat zij uit de familie moesten verbannen worden en alle eigendomsrecht verbeurden (art. 331, 333, 762 van het Burgerlijk Wetboek), was een maatregel van zulke groote strengheid, dat men alleen er had kunnen aan denken hem toe te passen, wanneer was bewezen dat hij krachtig genoeg zou blijken.

Men bepaalde zich dus bij een gemengd stelsel, overgenomen uit artikel 163 van het Burgerlijk Wetboek. Men verleende aan de Regeering de bevoegdheid om het verbod van artikel 162 om ernstige redenen op de heffen. Uit dien tekst zelf blijkt dat deze maatregel de uitzondering moest blijven; maar door de macht der omstandigheden, is hij de algemeene regel en de weigering de zeer zeldzame uitzondering geworden.

Voor het overige, uit een omzendbrief van 13 Januari 1854 vernemen wij van den heer Lebeau dat zulks reeds de toestand was van af het eerste oogenblik dat het stelsel werd toegepast : « Tot nu toe, schreef hij, is de Regeering niet zuinig geweest bij het verleenen van dispensatie van het artikel 162 voorziene verbod, en ik meen goed te doen met op den door mijne voorgangers ingeslagen weg voort te gaan. Dit verbod heb ik altijd voor weinig gegrond gehouden en wellicht ware het nuttig het af te schaffen. Tot dan heeft alleen de Koning het voorrecht de strengheid eener wet te verzachten, waarvan wellicht in de eerste plaats kinderen, die geheel onschuldig zijn aan den misstap die hen in het leven riep, de slachtoffers zouden zijn ».

Tevergeefs heeft men in Frankrijk met grootere strengheid willen optreden. Men kent den omzendbrief van den Franschen Minister van Justitie Barthe, verschenen in het Staatsblad van 29 April 1852. Deze omzendbrief verklaart dat men al te dikwijls het bestaan van een vroegeren omgang als een reden tot vrijstelling van het verbod heeft gemeend te mogen invoeren, en verlangt dat er voor gezorgd worde dat de uitzondering niet de algemeene regel worde. De heer Barthe vergat daarbij dat juist de bedoeling om een einde te stellen aan de onwettige samenwoning en om talrijke kinderen, die door de wet van alle familie en alle erfgoederen werden beroofd, in hunne eer te herstellen, aanleiding was geweest tot het verzachten van de strenge bepaling van artikel 162. Men heeft dan ook van deze strengheid afgezien en een omzendbrief van den heer Vallé, den Franschen Minister van Justitie, gedagteekend 18 November 1904, doet al de beperkingen te niet welke zijne voorgangers hadden gemaakt. De heer Vallé verbiedt zelfs « inlichtingen in te winnen om te weten of er reeds betrekkingen

bestonden toen de overleden echtgenoot nog leefde ». In Frankrijk, evenals bij ons, was vrijstelling de regel en weigering de uitzondering geworden.

Ook heeft een wet van 1^{er} Juli 1914 het huwelijksverbod bepaald tot het geval waar het huwelijk, dat tot de betrekkingen aanleiding heeft gegeven, door echtscheiding werd ontbonden.

De reden die tot weigering heeft doen besluiten, in de enkele gevallen waar dispensatie niet werd verleend, is meestal het vermoeden geweest, dat de aanzoekers ongeoorloofde betrekkingen hadden aangeknoopt toen de overleden echtgenoot nog leefde. Maar hoe kan men zich daarvan met zekerheid overtuigen? Pothier zeide reeds dat men in die zaken de praatjes der bureu moest wantrouwen. Men mag zich bovendien overtuigd houden dat, wanneer er een ongeoorloofde band bestaat tusschen een echtgenoot en zijn schoonbroeder of schoonzuster, het voornemen om dezen misstap door een huwelijk goed te maken hen allermintst bekommert. Kortom, indien het huidige stelsel soms toelaat op onrechtstreekse wijze, hen te straffen, die de wet van huwelijk en maagschap met voeten hebben getreden, toch is dit stelsel niet bij machte om deze onregeldheden te voorkomen; en dit is nochtans het eenige doel dat de wetgever heeft willen bereiken.

Daartegen zal men misschien inbrengen dat de ervaring, opgedaan van 1792 tot 1803 niet gunstig is geweest voor de volstreckte vrijheid van huwelijk tusschen schoonbroeder en schoonzuster. Men leze echter de redevoeringen van Boulay, Cambacérès, Malleville en men zal zien dat deze staatslieden, wanneer zij aan het wetboek artikel 162 toevoegden, zich lieten leiden door de vrees « om in de familiën tweedracht te zaaien door aan de aangehuwden de gelegenheid te geven uit eigenbelang de echtscheiding van hunne broeders of zusters uit te lokken ». « Niets zou meer aanstoot geven dan de daad van een echtgenoot die zich door echtscheiding zou vrij maken om in de armen te vallen van zijn schoonbroeder of schoonzuster », heeft Cambacérès gezegd. En de Minister van Justitie verzekerde dat de bevoegdheid, ter zake gegeven door de wet van 1792, de oorsprong was van vele aanvragen tot echtscheiding, te dien tijde bij de rechtbanken ahangig. Iets dergelijks is echter niet te vreezen, indien men er zich toe bepaalt, zooals de Engelsche wet van 28 Augustus 1907 het heeft gedaan, het huwelijk tusschen aangehuwden in den tweeden graad toe te laten in het geval dat de echtgenoot, waardoor de verwantschap tot stand kwam, overleden is ⁽¹⁾.

In overeenstemming met den Raad voor Wetgeving, is de Regeering van oordeel dat het oogenblik gekomen is om het huwelijksverbod tusschen schoonbroeder en schoonzuster op te heffen, althans na het overlijden van den echtgenoot welke oorzaak was van de aanverwantschap.

Dit is het doel van het wetsontwerp dat zij de eer heeft U ter overweging aan te bieden.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

⁽¹⁾ Zie LEVY, *Mariages entre beaux-frères et belles-sœurs*. Paris, Rousseau, 1910. M. Levy stelt voor aan het artikel 162 het volgend lid toe te voegen : « Toutefois, l'alliance ne constitue pas un empêchement au mariage après le décès du conjoint qui la produisait. »

Projet de loi supprimant, en certains cas, les prohibitions de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs.

Wetsontwerp tot opheffing, in zekere gevallen, van het huwelijksverbod tusschen schoonbroeder en schoon-zuster.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 162 du Code civil :

« Toutefois, l'alliance ne constitue
» pas un empêchement au mariage
» après le décès du conjoint qui la
» produisait. »

ART. 2.

La loi du 23 avril 1827 et le décret du 28 février 1831 sont abrogés.

Disposition transitoire.

Les enfants issus, sous l'empire de la législation actuelle, de relations hors mariage entre beaux-frères et belles-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Het volgend lid wordt toegevoegd aan artikel 162 van het Burgerlijk Wetboek :

« De aanverwantschap is echter geen
» beletsel voor het huwelijk na het
» overlijden van den echtgenoot welke
» oorzaak was van die aanverwant-
» schap. »

ART. 2.

De wet van 23 April 1827 en het decreet van 28 Februari 1831 zijn ingetrokken.

Overgangsbepaling.

Kinderen, onder de huidige wetgeving gesproten uit betrekkingen buiten huwelijk tusschen schoonbroeder en schoon-

sœurs, après le décès du conjoint qui produisait l'alliance, cesseront d'être considérés désormais comme incestueux.

zuster, na het overlijden van den echtgenoot welke oorzaak was van de aanverwantschap, worden voortaan niet meer beschouwd als in bloedschande verwekt.

Donné à Laeken, le 10 juillet 1919.

Gegeven te Laken, den 10ⁿ Juli 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE :

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

É. VANDERVELDE.

